

Élections régionales.

Gérard Onesta : « Le temps des écologistes est venu ! »

EE-Les Verts nourrit de fortes ambitions pour les élections régionales de décembre, dopé par une concordance inédite de facteurs jouant en sa faveur.

Candidat aux élections régionales de 2010 en Midi-Pyrénées, l'écologiste Gérard Onesta

avait glané plus de 13 % des suffrages forçant le socialiste Martin Malvy à une alliance d'entre deux-tours. « Cet hiver, il faut croire que celle ou celui qui défendra nos couleurs lors des élections régionales fera beaucoup plus », a pronostiqué, ce lundi 26 janvier, Gérard Onesta, aujourd'hui vice-président du Conseil régional de Midi-Pyrénées, à l'occasion des vœux des élus écologistes de Midi-Pyrénées à la presse.

Si la victoire du parti Syriza piloté par Alexis Tsipras aux législatives grecques, dimanche dernier, « nous donne forcément des idées et de l'espoir », abonde le président des élus régionaux EEIV Guillaume Cros, il n'est pas seul élément à galvaniser les écologistes. « Regardons la situation en ce début d'année : les citoyens nourrissent une espérance informelle et confuse à quelque chose de nouveau. D'un autre côté, les deux grands partis, l'UMP et le PS, vivent une ambiance de fin de règne et ne paraissent plus en mesure de répondre. Regardez le projet de loi Macron : c'est une adaptation du supermarché et de l'autobus aux contraintes du XXI^e siècle... », oppose Gérard Onesta. « Nous sommes persuadés d'attaquer un nouveau cycle politique ».

Vers une union de la gauche non socialiste ?

Un nouveau cycle. « Un souffle nouveau », dit même Gérard Onesta, que plusieurs expériences menées pour les

prochaines élections départementales au mois de mars tendent à formaliser à la gauche de la gauche.

« Le scrutin de mars sera intéressé. EE-Les Verts porte des candidatures, parfois avec le Front de gauche mais en tous les cas jamais avec le PS. Nous allons observer les résultats et ce qu'ils annoncent pour l'avenir ». Cette analyse sera cruciale pour la stratégie que définiront ensuite les écologistes pour les

élections régionales. « Elle sera définie en avril en même temps que nous désignerons notre tête de liste pour la région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon. Nous nous donnerons ensuite jusqu'à septembre pour composer nos listes dans chaque département ».

Un calendrier bien plus long que ceux déterminés par l'UMP et le PS parce qu'il s'agit de laisser la possibilité de réaliser, le cas échéant, une alliance totale et



De g. à d. : Marie-Christine Pons, Gérard Onesta, Fatma Adda, François Calvet, Françoise Dedieu-Casties et Guillaume Cros, 6 des 16 conseillers régionaux EE-Les Verts de Midi-Pyrénées.

« Sivens est le symbole de ce qu'il ne faut plus jamais faire »

À l'occasion des vœux des élus écologistes de Midi-Pyrénées à la presse, Guillaume Cros, élu dans le Tarn, est longuement revenu sur l'affaire du barrage de Sivens. Une sorte de bilan après des mois et des mois de débats et de violences.

« Sivens est le symbole de ce qu'il ne faut plus jamais faire en termes de modèle agricole, de politique et de concertation. Il y aura un avant et un après Sivens », assure Guillaume Cros, qui a souvent fréquenté le site de Sivens et participé à la quasi-intégralité des discussions sur le terrain comme dans le cabinet du préfet du Tarn.

« Sivens est un mauvais projet et cela a été prouvé. Maintenant, il faut se poser la question de savoir comment nous pourrions, à l'avenir, éviter pareille situation. Comment déclarera-t-on d'utilité publique un projet ? Il faut impérativement remettre de la démocratie et lutter efficacement contre les conflits d'intérêts, lesquels ont dominé à Sivens ».



GUILLAUME CROS
Conseiller régional EEIV

Dans l'immédiat, pour sortir de la crise de Sivens, Guillaume Cros préconise de ne pas s'obstiner à vouloir construire le barrage de Sivens, sur la flaque de sang de Rémi Fraisse, tué par une grenade des forces de l'ordre en septembre.

« Je crois que le Conseil général du Tarn ne doit pas non plus choisir un nouveau lieu dans la vallée du Tescou. Il faut continuer à réfléchir pour définir un nouveau projet pour cette vallée qui, nous ne le nions pas, a besoin d'eau ».

La crainte des écologistes est de voir le Conseil général déporter le projet de plusieurs centaines de mètres et, par conséquent, déporter le problème. « Nous sommes très inquiets de nouveaux risques de violence. Il faut

retisser le lien. Une erreur a été commise, il y a une responsabilité à déterminer, mais nous devons retisser ce lien. Dans ce dossier, il n'y aura pas de vainqueurs et pas de vaincus. Ce n'est pas le but », théorise Guillaume Cros

Claude Raynal (PS) : « Je prends date pour 2020 et la métropole »

LA SEMAINE POLITIQUE
PARTI SOCIALISTE

Élu sénateur de la Haute-Garonne en septembre dernier, Claude Raynal (PS) a présenté ses premiers vœux parlementaires à la presse en ce début d'année 2015.

Des vœux adressés depuis la permanence qu'il vient d'ouvrir au 6, rue du Poids de l'huile à Toulouse. A deux pas... du Capitole.

« Oui, c'est amusant », sourit Claude Raynal, qui n'est pas sans savoir que depuis la défaite de Pierre Cohen (PS), militants socialistes et observateurs de la vie politique cherchent déjà un nouveau leader à la gauche toulousaine. Celui qui est encore maire de Tournefeuille pour quelques mois, avant une démission qu'il avait annoncée afin de ne pas cumuler les mandats, l'orgne-t-il le leadership toulousain pour les élections municipales de 2020 ?

« Je prends date pour 2020 et la métropole, dont le président devrait être élu pour la première fois au suffrage universel direct ».



Sénateur passionné

Mais pour l'heure, le seul sénateur socialiste de la Haute-Garonne est concentré sur son travail parlementaire. « Une mission qui pèse fortement sur le travail législatif, quoi que l'on puisse entendre. C'est ici que s'articulent les lois, notamment dans la compréhension des textes », avance-t-il. Vritable expert dans le domaine des finances publiques, Claude Raynal s'est déjà taillé une place sur mesure au sein de la commission des finances.

« Parce que je suis toulousain et que nous avons connu l'affaire Merah, j'ai également tenu à intégrer une commission spéciale de lutte contre le djihadisme en novembre dernier », insiste le sénateur.

Lui a, en outre, été confié un rapport général sur le sport, la jeunesse et la vie associative qui lui prendra trois ans de travail. Il vient également de devenir l'un des secrétaires de la commission spéciale créée pour l'examen du projet de loi Macron.

Le Sénat l'invite à rester également au cœur des discussions sur la réforme territoriale. En la matière, il prêche pour le maintien des départements et prévient que la situation créée à Lyon est difficilement tenable. « À Lyon, un accord local a décidé de séparer la Métropole du reste du département. Dans ce cas, le département sans la métropole reste aussi riche qu'avec la métropole. En Haute-Garonne ce n'est pas le cas et la situation serait néfaste. Très rapidement, le PIB de la métropole toulousaine progresserait mais celui du reste du département, non. Le vœux le marquer à l'heure où Sacha Briand, président des élus UMP à Toulouse Métropole, vante les mérites du modèle lyonnais. Cette prise de position en dit d'ailleurs long sur les intentions de l'UMP à l'approche des élections départementales... ».

Pour Claude Raynal, « nous irions rapidement vers le même schéma de séparation qu'à Lyon si la droite devenait majoritaire au Conseil général le 29 mars ». Serain au regard du « très bon bilan de la gauche départementale au Conseil général », il ne croit cependant pas beaucoup en une victoire des forces unies du centre et de la droite en mars prochain.

GRÈCE

Gabriel Colletis a participé à la victoire du parti Syriza



© CARRÉ D'INFO

Au lendemain de la victoire historique du parti de gauche anti-austérité Syriza aux élections législatives grecques, ce dimanche 25 février, ils sont nombreux en France à se réclamer de cette victoire.

Mais celui qui peut légitimement le faire plus que d'autres est un professeur d'économie de l'université Toulouse-I Capitole, Gabriel Colletis. Celui qui se définit comme un économiste hétérodoxe, Gabriel Colletis « cherche à penser la mutation du capitalisme. L'enjeu de la crise, c'est le basculement vers un autre type de capitalisme, ou le travailleur n'est plus un ouvrier tayloriste, mais un travailleur cognitif, qui utilise sa créativité, sa subjectivité, ses connaissances », assure-t-il à nos confrères de Carré d'Info il y a quelques temps.